

mercredi 19 mars 2008

Édition du mercredi 19 mars 2008

Perpignan



"On se bat pour la survie de l'agriculture locale"

Jean-Marie Roger, le président de la FDSEA, a rencontré hier le ministre de l'Agriculture, Michel Barnier à Montpellier. Il lui a parlé de la crise de la salade et du manque de courage politique.

Malgré la crise persistante et le peu de considération pour les agriculteurs dans la volonté politique, les discussions sont encore possibles. C'est dans cet état d'esprit que Jean-Marie Roger a rencontré hier à Montpellier le ministre Michel Barnier. Une entrevue courte, accordée depuis samedi, et devant déboucher sur des propositions concrètes. Car plutôt que d'énumérer "*le catalogue de nos revendications*", comme dit Jean-Marie Roger, cette rencontre devait simplement exposer la réalité du marché dans les P.-O. en posant une seule question au ministre : y a-t-il un avenir pour les productions méditerranéennes ? Une réflexion simple et compliquée à la fois. Car l'enjeu, aussi primordial soit-il pour l'agriculture du département dépasse peut-être le cadre purement agricole. Explications.

Tout d'abord, quel message avez-vous fait passer hier au ministre Michel Barnier ?

En tant que responsable agricole, il fallait mettre cartes sur table devant le ministre. Les producteurs de salades souffrent de plus en plus, c'est la réalité. Et on ne parle pas ici d'agriculteurs assistés, je tiens à le dire. Nous percevons très peu de subventions. Je me suis donc présenté devant le ministre, non pas pour me plaindre, mais pour faire économiser de l'argent au gouvernement en apportant des solutions à la crise que nous traversons.

Quelles sont ces solutions ?

Je lui ai fait part de trois points importants à mettre en œuvre pour sauver l'agriculture. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Trouver des moyens pour que le département ne devienne pas une gigantesque friche dans les années à venir. Seulement, il s'agit de mesures qui demandent du courage politique. Primo, il faut en finir avec les marges arrières instaurées par la grande distribution. Les 200 000 euros versés dernièrement par les pouvoirs publics pour aider les exploitations les plus en difficultés auraient pu être évitées si les ristournes n'étaient pas de

mise. Elles ont coûté l'an dernier 5 millions d'euros aux producteurs des P.-O. Ces 5 millions d'euros ont été extorqués. J'ai dit au ministre qu'il doit intervenir pour que ça stoppe. Cela demande du courage politique puisqu'il faut affronter le lobby de la grande distribution. Mais il faut en passer par là.

Que demandez-vous concrètement ?

C'est le deuxième point que j'ai abordé. Et il est simple là aussi. Nous demandons un meilleur partage de la valeur ajoutée de notre travail. Aujourd'hui, les producteurs de salades sont considérés comme une variable d'ajustement au gré des rémunérations des intermédiaires, du transport aux centrales d'achat. Or, nous sommes le maillon essentiel de la chaîne, on l'oublie trop souvent. Il faut bien le faire comprendre. Plus simplement encore, ce que j'ai dit au ministre, c'est qu'il manque seulement 8 centimes d' E en moyenne par pied de salade pour ne pas perdre d'argent. Si chacun baisse ses marges, le producteur pourra sortir de cette crise sans pénaliser le consommateur. Avec un peu de courage, il faut que le ministre s'implique dans les professions et tape du poing sur la table. Ce n'est quand même pas extravagant 8 centimes par salade. Nous ne sommes pas contre la grande distribution, nous voulons des ajustements. Et le troisième point ?

J'ai également évoqué avec Michel Barnier nos inquiétudes sur le dossier Euro Méditerranée. D'ici 2010, il n'y aura plus de barrières avec les pays du sud comme la Tunisie ou le Maroc. Imaginez l'impact sur les prix quand on travaille pour 5 euros par jour dans certains pays contre 11 euros de l'heure chez nous. On sera mort en 6 mois. Jusqu'ici, le dossier Euro Méditerranée ne mentionnait pas de volet agricole. Le ministre m'a assuré qu'il comblerait cette lacune. Je serai d'ailleurs, m'a-t-il dit, le rapporteur dans ce dossier, représentant la fédération nationale des producteurs de légumes. Mais par rapport à ce dossier Euro Méditerranée, je pense qu'il faut être très vigilant. Qui me dit que l'Europe ne négociera pas des accords commerciaux sur les céréales, les produits laitiers ou sur les viandes en contrepartie d'accords sur les fruits et légumes ? Il s'agit de considérations qui nous dépassent mais qu'il faut à mon avis regarder de très près. Pour finir, je pense, quoi qu'il en soit, que l'agriculture restera le fonds de commerce du département. Comme je l'ai dit, un département en friche n'attirera pas les touristes. Les intérêts de trouver des solutions sont communs. Et j'ose espérer que nous avons été entendus par le ministre.

Propos recueillis par Martial Mehr